

Les jeunes prennent la parole :

Leurs besoins et leurs attentes envers la réponse humanitaire

Juin 2023 • Burkina Faso



Remerciements

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont pris le temps de nous parler et de partager leur point de vue avec nous.

Ce projet, initié par le Sous-Cluster Protection de l'Enfance au Burkina Faso et Ground Truth Solutions a été rendu possible grâce à la contribution d'Affaires mondiales Canada, du Ministère burkinabè de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, ainsi que de diverses organisations, à savoir Terre des hommes Lausanne, Humanité et Inclusion, ECPAT France, la Coordination Nationale des Associations des Enfants et Jeunes Travailleurs du Burkina et Plan International. Ces partenaires ont conçu conjointement la méthodologie, organisé la formation des animateur·trice·s qui assureraient les échanges au sein des groupes de discussion et produit une analyse qualitative.

Elise Shea et Capucine Tibi (Ground Truth Solutions) et Sophie Mareschal et Bruno Nebie (Terre des hommes Lausanne) ont effectué l'analyse et rédigé ce rapport, avec le soutien essentiel des équipes d'animateur·rice·s des groupes de discussion et des coordinateur·rice·s du Sous-Cluster pour la Protection de l'Enfance, les spécialistes de Terre des hommes en matière de droits de l'enfant, les spécialistes d'Humanité et Inclusion en matière d'inclusion et les spécialistes de Ground Truth Solutions en matière de redevabilité.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à contacter Marie-Françoise Sitnam, Responsable programme pour le Burkina Faso, à l'adresse suivante : marie-francoise@groundtruthsolutions.org.

Table des matières

Introduction	3
Résultats clés	5
Recommandations	7
1. Les besoins essentiels avant tout	8
2. L'avenir des garçons et des filles dépend de leur éducation	11
3. Contribuer à subvenir aux besoins de sa famille est déjà une priorité	13
4. Jouer et socialiser sont importants mais perçus comme des privilèges	16
5. La sécurité et la paix sont indispensables au bien-être des jeunes	18
6. Connaissances et informations insuffisantes sur l'action humanitaire et ses acteur·trice·s	20
7. Les jeunes pensent que leur avis n'a pas d'importance	22
8. Un ciblage perçu comme inégal génère des sentiments d'injustice et d'exclusion	23
9. Des sites de distribution considérés comme dangereux et dégradants	26
Prochaines étapes	28
Méthodologie	30

Introduction

Bien que la redevabilité envers les populations affectées soit un élément fondamental des réponses humanitaires, les voix des garçons et des filles sont pour la plupart ignorées. Étant donné que les jeunes représentent 55 % des personnes dans le besoin au Burkina Faso,¹ et ont le droit d'être entendu·e·s,² le Sous-Cluster pour la Protection de l'Enfance au Burkina Faso a demandé à Ground Truth Solutions d'apporter son concours à la mise au point d'une première étude visant à recueillir les perceptions des jeunes, afin qu'elles puissent éclairer la planification des différents acteur·trice·s de la réponse humanitaire (gouvernement, coordination humanitaire et organisations).

Ground Truth Solutions est une organisation non gouvernementale qui aide les communautés à influencer sur la conception et la mise en œuvre de l'aide humanitaire. Forte d'une expérience de plus de dix ans, Ground Truth Solutions échange avec les populations affectées par des crises humanitaires afin de recueillir leurs avis sur l'assistance qu'elles reçoivent, tout autant que des suggestions sur la manière dont les choses pourraient être améliorées. Depuis 2020, Ground Truth Solutions a été mandatée par le bureau de coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) et sous la bannière du service commun de l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) pour collecter les perceptions des personnes ayant reçu de l'assistance humanitaire au Burkina Faso.

Pour élaborer une méthodologie axée sur les jeunes, Ground Truth Solutions a joint ses forces à celles d'acteur·trice·s spécialisé·e·s dans la protection de l'enfance et possédant une solide compréhension du contexte national. Avec le formidable appui de partenaires techniques et opérationnels basés au Burkina Faso (Terre des hommes Lausanne, Humanité et Inclusion, ECPAT France, la Coordination Nationale des Associations des Enfants et Jeunes Travailleurs du Burkina, et Plan International) et avec le soutien du Sous-Cluster pour la Protection de l'Enfance et la collaboration du Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, une première étape exploratoire a eu lieu afin de déterminer quels étaient les thèmes prioritaires pour les filles et les garçons. Certains des partenaires ont contribué à ce projet sans aucun financement, faisant preuve d'un dévouement remarquable dans cette tâche de recueil des perceptions des jeunes et à veiller à ce qu'elles éclairent les actions des acteur·trice·s humanitaires.

La démarche

L'élaboration de la méthodologie s'est appuyée sur la conviction que ce projet de recherche ne devait pas imposer aux jeunes des priorités de recherche préconçues. Dès lors, l'équipe s'est engagée à comprendre d'abord ce que les garçons et les filles, dans leur diversité, considèrent le plus important dans leur vie quotidienne ainsi que les aspects qu'ils·elles souhaitent voir améliorer par les acteur·trice·s de la réponse humanitaire, qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales, des services étatiques ou de toute autre structure. Pour ce faire, les animateur·trice·s ont encouragé les échanges autour de questions et d'activités structurées dans le cadre de discussions de groupe, mais les commentaires des jeunes ont guidé la conversation. Ce format de discussion semi-structurée suppose que les sujets évoqués spontanément par les jeunes sont ceux qui sont les plus importants pour eux et que leurs idées ne sont pas influencées par celles des animateur·trice·s.

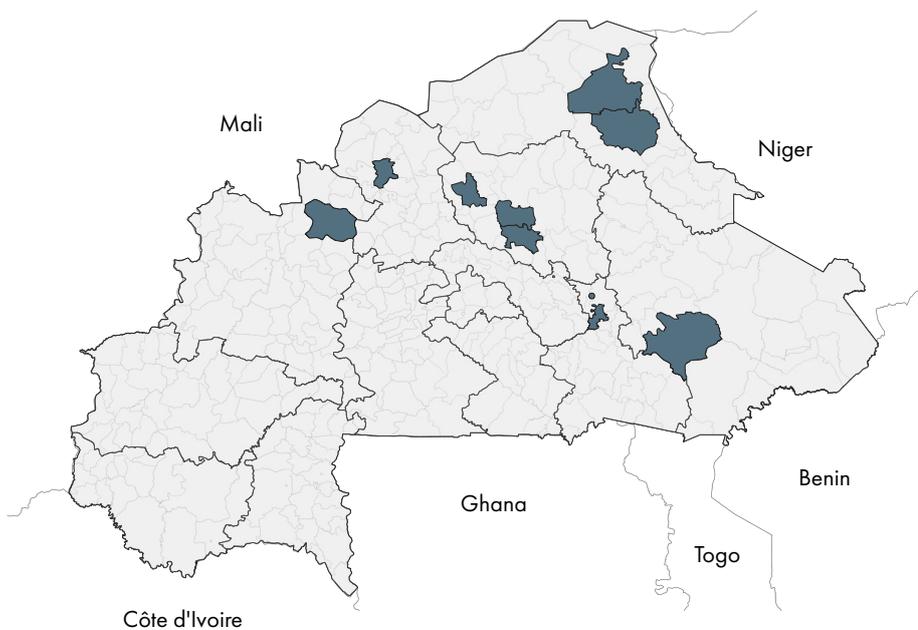
Le terme « acteur·trice·s humanitaires » fait référence à toutes les entités qui s'investissent dans la fourniture de l'aide humanitaire, et notamment les organisations nationales et internationales, les agences des Nations Unies, la société civile et les gouvernements.

Les termes « jeunes » et « jeunesse » employés dans le présent rapport renvoient aux participant·e·s aux groupes de discussion, qui ont entre 10 et 17 ans.

¹ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. 31 mars 2023. [« Aperçu des Besoins Humanitaires, Burkina Faso »](#).

² Nations Unies. 20 novembre 1989. [« The Convention on the Rights of the Child \(Article 12\) »](#).

De septembre à novembre 2022, 31 groupes de discussion ont été organisés dans les communes où nos partenaires mettent en œuvre différents programmes avec des filles et garçons. Au total, ce sont les six régions principalement ciblées par l'action humanitaire au Burkina Faso qui ont pu être couvertes par l'étude. Bien que le projet ait visé une représentation égale de toutes les variables démographiques, l'échantillon final varie légèrement. Voir [la méthodologie](#) pour plus d'informations.



Les neuf communes où se sont déroulées les discussions de groupe au Burkina Faso sont surlignées en bleu.

Nous avons animé 31 groupes de discussion réunissant 202 jeunes au total, comme suit :

Commune

- 📍 8 de Boussouma
- 📍 26 de Dori
- 📍 26 de Fada N'Gourma
- 📍 24 de Gorom-Gorom
- 📍 17 de Kaya
- 📍 27 de Kongoussi
- 📍 24 de Koupéla
- 📍 27 de Ouahigouya
- 📍 23 de Tougan

Sexe

- 👤 107 filles
- 👤 95 garçons

Statut

- 👤➔ 109 jeunes déplacé·e·s internes
- 🏠 93 jeunes non déplacé·e·s

Âge

- 👤 88 ayant entre 10 et 13 ans
- 👤 114 ayant entre 14 et 17 ans

En situation de handicap

- 👤 19 jeunes estiment se trouver en situation de handicap

Résultats clés

Ce rapport fournit une analyse des discussions dans le but d'identifier les priorités des jeunes et les changements qu'ils/elles souhaitent voir dans leur quotidien, ainsi que la manière dont les acteurs humanitaires pourraient mieux soutenir leurs besoins et leurs aspirations.

Dans l'ensemble, nous constatons que :

- **Les jeunes font passer leurs besoins essentiels avant tout.** Ils/Elles demandent à pouvoir manger à leur faim et à avoir un meilleur accès à l'eau.
- **Les filles et les garçons savent que leur avenir dépend de leur niveau d'éducation.** Leurs demandes en matière d'éducation variaient en fonction du genre les filles ont plutôt tendance à vouloir une aide financière pour pouvoir payer leurs frais de scolarité, les garçons quant à eux préféreraient recevoir des fournitures scolaires.
- **Les jeunes ont fait remarquer que des vélos pourraient leur faciliter la vie, en ce sens qu'il leur serait ainsi plus facile d'aller chercher des colis alimentaires et autres biens et d'aller à l'école.** Les filles et les garçons en situation de handicap ont demandé une assistance technique pour améliorer leur mobilité.
- **Gagner sa vie et contribuer à subvenir aux besoins de sa famille est déjà une priorité.** Quand les jeunes sont confronté·e·s à un manque d'opportunités éducatives et doivent répondre à des besoins immédiats, ils/elles sont amené·e·s à envisager très tôt la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les jeunes plus âgé·e·s (de 14 à 17 ans) ont plus souvent mentionné les lieux de travail, ce qui indique qu'ils/elles ressentent la pression de contribuer de manière plus aiguë dans ce contexte de crise. De même, les garçons, plus souvent que les filles, ont évoqué leur travail, et parlé de l'importance d'être mobiles, ce qui pourrait être le reflet de normes socioculturelles selon lesquelles les garçons sont censés exercer une profession et, dès lors, doivent pouvoir se déplacer facilement. Les filles veulent suivre une formation professionnelle car, pour elles, c'est la meilleure manière d'être indépendantes et de pouvoir contribuer aux revenus de leur famille.
- **Jouer et socialiser sont importants mais perçus comme un privilège.** Ce contexte difficile et les nombreuses responsabilités qui pèsent sur les jeunes limitent leur participation à des activités sociales et récréatives. Des disparités liées au sexe et à l'âge ont été observées. Les garçons âgés de 14 à 17 ans et les filles, tous âges confondus, ont moins parlé de temps libre et de moments passés entre eux/elles que les garçons âgés de 10 à 13 ans. Ceci s'explique en partie par le fait que les garçons âgés de 14 à 17 ans doivent déjà contribuer aux revenus de leur famille et, en ce qui concerne les filles, par le fait qu'elles participent aux tâches ménagères depuis leur plus jeune âge.
- **La situation sécuritaire se répercute sur le bien-être des jeunes.** La menace de l'insécurité a marqué certaines conversations des groupes de discussion. Les jeunes mentionnent leur peur des « mauvaises personnes », du risque d'explosifs et de la violence perpétrée par des groupes armés non étatiques. Certain·e·s ont spontanément évoqué l'existence de structures auprès desquelles ils/elles peuvent trouver un soutien psychosocial ou de l'aide en cas d'agression sexuelle.
- **Communication et informations insuffisantes sur l'action humanitaire et ses acteur·trice·s.** La plupart des jeunes ont indiqué savoir que de l'aide humanitaire était distribuée dans leur communauté, mais rares étaient ceux/celles qui étaient bien informé·e·s sur sa provenance.
- **Les jeunes perçoivent la religion comme un élément essentiel de leur développement personnel et social.** Les filles comme les garçons ont fréquemment évoqué la religion : ils/elles considèrent la mosquée et l'église comme des lieux indispensables où développer leur relation avec Dieu et devenir de bonnes personnes. Pour eux, ces lieux jouent également un rôle dans la construction de la paix, et contribuent à renforcer la communauté.
- **Les garçons et les filles pensent que leur avis n'a pas d'importance.** Les premiers comme les secondes pensent que les acteur·trice·s humanitaires ne tiennent pas compte de leurs idées et de leurs commentaires ou suggestions parce qu'ils/elles sont jeunes. De plus, ils/elles ont peur des conséquences s'ils/elles disent vraiment ce qu'ils pensent.

- **Un ciblage perçu comme inégal génère des sentiments d'injustice et d'exclusion.** Les jeunes jugent le processus de ciblage inéquitable. Les filles sont celles qui en parlent le plus souvent, ce qui peut s'expliquer en partie du fait qu'elles assistent plus souvent aux distributions avec leurs parents et sont donc plus nombreuses à être témoins, en direct, des inégalités de ciblage. Les participant·e·s plus âgé·e·s (14 à 17 ans) sont également plus nombreux·ses à parler d'un ciblage inégal, plusieurs d'entre eux·elles indiquant ne jamais avoir reçu d'assistance.
- **Les sites de distribution sont considérés comme dangereux et dégradants.** Les participant·e·s ont fait état de violence verbale et physique sur les lieux de distribution, et de conditions qui les faisaient se sentir dévalorisé·e·s et atteint·e·s dans leur dignité.

Recommandations

Les recommandations suivantes sont le fruit d'un travail collectif entre tous les partenaires du projet, et sont fondées sur l'analyse des commentaires et contributions des jeunes interrogé·e·s. Le Sous-Cluster pour la Protection de l'Enfance élaborera un plan d'action, mais ces recommandations sont intersectorielles et concernent tous les acteur·trice·s humanitaires, pas uniquement les membres du Sous-Cluster pour la Protection de l'Enfance. Les résultats seront présentés au Groupe de coordination inter-clusters (Inter-Cluster Coordination Group) et d'autres instances concernées au Burkina Faso.

1. **Informier et sensibiliser l'ensemble des acteur·trice·s humanitaires de l'incidence directe et indirecte que peuvent avoir sur les jeunes tous les programmes d'aide, y compris ceux exclusivement consacrés aux adultes.** Tous les programmes d'aide et tous les services qui ciblent des adultes ont une incidence directe ou indirecte sur les jeunes, voire sont utilisés par les jeunes. Il importe que l'ensemble des acteur·trice·s humanitaires comprennent que, au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant, les jeunes ont le droit de recevoir des informations, le droit d'être protégés et le droit de faire connaître leurs vues.
2. **Informier et sensibiliser les jeunes sur leur droit à participer aux programmes humanitaires et sur leur droit à exprimer leur opinion.** Il ne s'agit pas ici d'une simple campagne de communication cela demande du temps, des moyens, et de construire la confiance avec les jeunes, les personnes qui en ont la charge, et les membres de leur communauté. Les spécialistes de la protection de l'enfance devraient jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre d'une éducation fondée sur les droits et s'assurer que celle-ci soit intégrée dans tous les éléments de la réponse et pas uniquement dans certains projets particuliers.
3. **Améliorer l'accès des jeunes et des personnes qui en ont la charge à l'information sur les critères de ciblage, ainsi que sur l'aide matérielle et les services d'assistance à leur disposition** (et notamment sur la durée de l'aide/des services et les dates des distributions). Cette amélioration nécessite de veiller à une véritable interaction entre les adultes et les humanitaires : en effet, les garçons comme les filles préfèrent de loin pouvoir s'adresser à des adultes de confiance.
4. **Associer les filles et les garçons au processus décisionnel, à la planification et au ciblage de l'aide humanitaire.** De nombreux jeunes se sentent exclus de ces processus et ne savent pas comment s'impliquer, même s'ils·elles pensent en avoir le droit. Pour garantir que l'aide fournie réponde aux besoins des jeunes, il est indispensable de créer des espaces qui leur permettent de participer activement à la prise des décisions. Cela contribuera également à renforcer la clarté et la transparence de l'aide humanitaire aux yeux des filles et des garçons.
5. **Renforcer la collaboration entre le Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille³ et les organisations non gouvernementales humanitaires et de développement** pour garantir une meilleure coordination de l'aide et éviter les violences, physiques autant que verbales, durant les distributions, comme le demandent les jeunes.
6. **Investir à la fois dans les besoins immédiats (nourriture, eau, aide à la mobilité, éducation d'urgence) et dans le soutien à long terme (mesures de développement des moyens de subsistance et de systèmes éducatifs durables) qui sont, pour les jeunes, concurrents et interdépendants.** Les filles et les garçons en situation de handicap ont fréquemment demandé une aide technique à la mobilité, tandis que la formation professionnelle étant davantage évoquée par les garçons plus âgés et par les filles.
7. **S'assurer de créer des espaces de jeu, de sport et d'art, qui sont essentiels à la résilience psychosociale des jeunes.** Il est extrêmement important pour les jeunes de pouvoir trouver du temps pour jouer, être créatif·ve·s et se retrouver entre eux·elles, mais tous·toutes n'ont pas ce privilège. Le jeu et les liens sociaux contribuent à renforcer leur capacité d'action et de résilience, les aident à gérer leurs émotions et le stress, à améliorer leur confiance en eux·elles, à développer leurs compétences interpersonnelles (telles que la transformation des conflits, la communication et la collaboration), à améliorer leur attitude et à développer le sentiment d'appartenance et d'identification avec les autres. Il est indispensable de veiller à ce que les jeunes puissent jouer et à les y encourager pour améliorer leur bien-être dans les situations de crise.

³ Ce ministère est couramment appelé « l'Action sociale ».

1. Les besoins essentiels avant tout

Si les jeunes jugent importants de nombreux éléments dans leur vie quotidienne, ils ont tous en commun le même impératif – répondre à leurs besoins essentiels – et renvoient à leur droit à la survie et au développement. Indépendamment de leur sexe, de leur âge et de leur communauté d'appartenance, ils-elles ont insisté sur leurs besoins essentiels, ce que l'on comprend aisément si on considère que, en 2022, la réponse n'a touché que 57 % des personnes ciblées et moins de la moitié des personnes jugées être dans le besoin.⁴ Les acteur-trice-s humanitaires ont été amené-e-s à faire des choix difficiles, notamment car la réponse n'était financée qu'à hauteur de 42 %.⁵ Cependant, parmi les adultes interrogés qui ont reçu de l'aide en 2022, moins de la moitié (49 %) ont estimé qu'elle répondait à leurs besoins essentiels.⁶

En tête de liste des besoins essentiels évoqués par les jeunes, la nourriture occupe une place primordiale. Les filles et les garçons disent cueillir des fruits dans les arbres, se procurer des vivres auprès d'acteur-trice-s humanitaires, acheter des produits alimentaires et des épices au marché, ou encore élever du bétail afin de se nourrir ou le vendre pour pouvoir acheter à manger. Ils-elles ont dit et redit combien il était important de recevoir une aide et des services qui répondent à leurs besoins essentiels, tout particulièrement en ce qui concerne la nourriture. « On vous demande de nous aider à pouvoir manger », a dit une fille, à Ouahigouya. Même si certain-e-s jeunes avaient déjà reçu une aide alimentaire, ils-elles ont indiqué que, en matière de nourriture, l'aide ne suffisait pas. « S'ils apportent plus, nous serons contents », a dit un garçon, à Tougan. Les parents partagent entièrement ce point de vue : selon une enquête menée auprès d'adultes en 2022, le manque de nourriture est au deuxième rang des grandes inquiétudes des parents en ce qui concerne l'avenir de leurs enfants, après l'éducation.⁷

En particulier, les jeunes ont dit combien l'eau était importante pour ne pas se déshydrater, pour leur hygiène, et pour leur santé. « L'eau c'est la vie et la pompe donne de l'eau. Si tu es sale, tu pars à la pompe. Tu peux avoir de l'eau pour te laver et laver tes habits », a expliqué un garçon, à Gorom-Gorom. Les jeunes ont fait remarquer qu'il était parfois difficile d'avoir accès à une pompe, soit parce qu'il n'y en avait pas près de chez eux-elles, soit qu'il y avait des pompes, mais en nombre insuffisant. Un garçon déplacé, à Gorom-Gorom, par exemple, a demandé que les humanitaires « mettent en place des pompes pour les personnes déplacées internes. Actuellement nous buvons l'eau du puits donc on veut des pompes chez nous ». Même si une recommandation comme celle-ci, prise à la lettre, est souvent impossible à mettre en œuvre sur les budgets alloués à l'aide, elle n'en exprime pas moins une préoccupation vitale pour les jeunes, à savoir l'accessibilité à l'eau.

Dans certaines communes, notamment à Kongoussi et à Gorom-Gorom, les pénuries d'eau constituent un problème déjà ancien, qui remonte à bien avant la crise humanitaire.⁸ Dans ces communes, les jeunes sont non seulement confronté-e-s à un manque d'eau au quotidien, mais ils-elles doivent également parcourir de longues distances pour aller remplir leurs bidons. Les jeunes en situation de handicap sont tout particulièrement touché-e-s lorsque les points d'eau se trouvent loin, car ils-elles doivent composer avec des difficultés physiques lorsqu'ils-elles doivent aller chercher de l'eau. À Gorom-Gorom, un garçon en situation de handicap a proposé que les acteur-trice-s humanitaires leur « donnent des seaux, parce qu'il y a des enfants qui ne peuvent pas transporter [l'eau] » : autrement dit, les bidons sont trop grands pour les jeunes et trop difficiles à manœuvrer pour ceux-celles qui souffrent d'un



On vous demande de nous aider à pouvoir manger.

– Fille, Ouahigouya



S'ils apportent plus, nous serons contents.

– Garçon, Tougan



L'eau c'est la vie et la pompe donne de l'eau. Si tu es sale, tu pars à la pompe. Tu peux avoir de l'eau pour te laver et laver tes habits.

– Garçon, Gorom-Gorom

⁴ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. 2022. « [Burkina Faso, Plan de réponse humanitaire, Présentation générale](#) ».

⁵ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. 2022. « [Burkina Faso 2022, Response Plans, Appeals](#) ».

⁶ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

⁷ Ibid.

⁸ Comité international de la Croix-Rouge. Juin 2021. « [Burkina Faso: When water scarcity meets conflict](#) ».

handicap, notamment physique. Certains jeunes ont également demandé à avoir des points d'eau dans leurs écoles.

Outre la nourriture et l'eau, les jeunes demandent aux acteur·trice·s humanitaires de répondre à de nombreux autres besoins essentiels, notamment de leur fournir des vêtements et des objets de toilette pour pouvoir être propres, et d'avoir accès aux soins médicaux et à des abris, même si ces deux derniers besoins ont été évoqués moins fréquemment.

Enfin, les garçons et les filles sont souvent revenus sur leur souhait de se voir fournir des vélos par les acteur·trice·s humanitaires pour faciliter leurs déplacements, ce qu'ils·elles considèrent comme un besoin essentiel. « Comme l'école est loin, on a besoin d'un moyen de transport pour pouvoir y aller tous seuls », a fait remarquer un garçon, à Gorom-Gorom. Si les jeunes disposaient d'un moyen de transport approprié, ils·elles pourraient se rendre plus facilement et plus rapidement sur les lieux de distribution où ils·elles doivent se présenter avec les personnes qui les ont à leur charge, ce qui leur éviterait de longues heures de marche. Les jeunes en situation de handicap ont tout particulièrement insisté sur la nécessité de pouvoir disposer d'aides techniques pour les aider à se déplacer. Une fille déplacée, à Gorom-Gorom, a expliqué : « il me faudrait un vélo spécial pour les personnes handicapées, parce que je ne peux pas marcher ». S'il n'est pas possible de répondre aux besoins essentiels des filles et des garçons, leur santé mentale et leur bien-être psychosocial s'en ressentiront.⁹

Les jeunes reconnaissent l'importance de l'aide humanitaire pour leurs familles et leurs communautés, notamment pour répondre à des besoins particulièrement difficiles à satisfaire. Lorsqu'on leur a demandé ce qui comptait le plus pour eux·elles dans leur vie quotidienne, ce sont « la famille » et « la communauté » qui ont été



Comme l'école est loin, on a besoin d'un moyen de transport pour pouvoir y aller tous seuls.

– Garçon, Gorom-Gorom



À Tougan, les jeunes participent à un exercice de cartographie socio-environnementale où il leur était demandé de recenser les éléments les plus importants de leur vie au quotidien (personnes, lieux, éléments, événements) en les dessinant ou en en écrivant le nom sur un morceau de papier avant de positionner celui-ci sur une carte créée par le groupe.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

⁹ Terre des hommes. Novembre 2021. « Guide opérationnel : vers la résilience psychosociale et le bien-être ».

citées le plus fréquemment. Les filles et les garçons ont insisté sur l'importance d'une culture de soutien communautaire. Comme l'a dit une fille, à Ouahigouya : « nos aînés prennent soin de nous et nous, nous prenons soin de nos cadets ».

Les jeunes ont également souligné que les professionnels et les établissements de santé constituaient une source de soutien critique. Lorsque les participant·e·s échangeaient sur ce qui était important pour eux·elles dans leur vie, ils·elles ont fréquemment mentionné les médecins, les infirmières, les sages-femmes, les hôpitaux, les centres de santé et de promotion sociale (CSPS), les pharmacies et les ambulances, précisant que, outre connaître l'existence de ces structures dans leur communauté, ils·elles pensaient que ces structures étaient essentielles pour la santé et le bien-être communautaires. Un jeune garçon, à Ouahigouya, a indiqué : « on va [à l'hôpital] quand on a de la fièvre, ou mal au ventre, on nous donne une ordonnance, et on achète des médicaments avec notre argent, et on rentre à la maison pour les prendre ». Un jeune adolescent, à Tougan, a fait remarquer que les hôpitaux étaient importants « parce qu'on a le droit d'être en bonne santé ».



Nos aînés prennent soin de nous et nous, nous prenons soin de nos cadets.

– Fille, Ouahigouya



On va [à l'hôpital] quand on a de la fièvre, ou mal au ventre, on nous donne une ordonnance, et on achète des médicaments avec notre argent, et on rentre à la maison pour les prendre.

– Garçon, Ouahigouya



On a le droit d'être en bonne santé.

– Garçon, Ouahigouya

2. L'avenir des garçons et des filles dépend de leur éducation

Apprendre, savoir lire et écrire, acquérir des connaissances et devenir quelqu'un : pour les jeunes, ces éléments sont de la plus haute importance. Ce désir d'apprendre et de se développer – et, donc, le droit à l'éducation¹⁰ – a été le plus fréquemment évoqué, juste après la question des besoins essentiels. Le manque d'éducation est aussi la principale préoccupation des parents concernant leurs enfants.¹¹

Pour les jeunes, l'école est un lieu essentiel pour apprendre et acquérir des connaissances : filles comme garçons ont insisté sur l'importance de savoir lire et écrire, que ce soit en arabe ou en français. Ils-elles pensent en outre que l'école est indispensable pour se préparer à l'avenir, et à leur développement à long terme. Les garçons et les filles ont dit que l'éducation leur permettrait de « devenir les personnes de demain ». « Pour un enfant qui a fréquenté l'école, s'il part quelque part, il va se retrouver. Il n'est pas dans l'obscurité », a dit un garçon à Dori. Un autre adolescent, à Ouahigouya, a expliqué que l'école aidait à « acquérir les connaissances nécessaires pour exercer le métier qu'on choisit, médecin, soldat, professeur, tout ce qu'on veut ». Les jeunes ont cité toutes sortes de métiers qu'ils aimeraient exercer s'ils-elles allaient à l'école, comme ministre, présidente d'une mine, médecin, professeur, commerçant. Les garçons comme les filles pensent que, sans éducation, leur avenir sera gravement compromis. « Un enfant qui ne va pas à l'école sera un bandit. Il restera analphabète », a ajouté une fille, à Gorom-Gorom.

Les jeunes ont demandé aux humanitaires de les aider à payer leurs frais de scolarité et de leur procurer des fournitures telles que cahiers, crayons et cartables. Plusieurs jeunes déplacé·es regrettent de ne pas pouvoir poursuivre leur scolarité dans leur nouveau village et ont demandé aux acteur·trice·s humanitaires de les aider à retourner à l'école. Une fille déplacée, à Kongoussi, a dit « Je veux qu'ils viennent et construisent une école pour les jeunes qui viennent d'arriver et n'ont pas de place ».

Les demandes des jeunes en matière d'éducation variaient en fonction du sexe. Les filles ont plutôt tendance à vouloir une aide financière pour pouvoir payer leurs frais de scolarité, les garçons quant à eux préféraient recevoir des fournitures scolaires. Cette variation révèle une réalité socioculturelle, où les filles sont moins susceptibles d'aller à l'école que les garçons et également moins susceptibles de poursuivre leur scolarité après l'école primaire. Les animateur·rice·s des discussions ont attiré l'attention sur le fait que, dans les familles disposant de moyens limités, la priorité était souvent donnée à l'éducation des garçons. Une étude réalisée par Plan International au Burkina Faso a révélé qu'une fille sur trois n'est jamais allée à l'école ou n'est allée à l'école qu'un an.¹² Selon cette même étude, les mariages et les grossesses précoces sont des facteurs majeurs du décrochage scolaire des filles. Au Burkina Faso, plus de la moitié des filles (52 %) se marient avant l'âge de 18 ans.¹³

Bien que les filles soient moins susceptibles d'être inscrites à l'école et de poursuivre leur scolarité que les garçons, il y a lieu de noter que la situation sécuritaire joue une grande part dans l'absentéisme et le décrochage scolaires de tous les jeunes.¹⁴ En dépit des efforts déployés pour garantir la scolarisation des jeunes, la situation sécuritaire a amené les autorités compétentes à fermer près d'un quart des écoles. Seul un quart des jeunes dont l'école a été fermée ont été réinscrit·es dans d'autres écoles¹⁵ et il se peut que leur nouvelle école ferme peu après leur inscription. Les élèves qui changent fréquemment d'école doivent bien souvent se contenter d'une

“

Pour un enfant qui a fréquenté l'école, s'il part quelque part, il va se retrouver. Il n'est pas dans l'obscurité.

– Garçon, Dori

“

Un enfant qui ne va pas à l'école sera un bandit. Il restera analphabète.

– Fille, Gorom-Gorom

“

Je veux qu'ils viennent et construisent une école pour les jeunes qui viennent d'arriver et n'ont pas de place.

– Fille, Kongoussi

¹⁰ Nations Unies. 20 novembre 1989. « [The Convention on the Rights of the Child \(article 28\)](#) ».

¹¹ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

¹² Plan International. Juin 2020. « [Adolescent girls in crisis: Voices from the Sahel](#) ».

¹³ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Mars 2022. « [Child Marriage Country Profile Burkina Faso](#) ».

¹⁴ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. Mars 2023. « [Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires 2023](#) ».

¹⁵ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Mars 2023. « [Le Burkina Faso abrite désormais près de la moitié des écoles fermées d'Afrique Centrale et de l'Ouest](#) ».

éducation de moindre qualité, se retrouvant parfois plusieurs années de suite dans la même classe, à étudier le même programme.

Le manque d'enseignants et de salles de classe, ainsi que la violence dans l'enceinte de l'école, mettent également en péril l'apprentissage. À Fada N'Gourma, à Tougan et à Gorom-Gorom, les jeunes ont raconté la violence, non seulement entre élèves mais également du fait des enseignants. À Gorom-Gorom, un garçon a dit « Je n'aime pas l'école, parce que les professeurs nous frappent ». Toutes les personnes chargées d'assurer des services éducatifs dans des contextes de crise doivent de toute urgence se pencher sur le comportement de leurs enseignants et de leurs personnels de manière générale, et prendre les mesures correctives nécessaires pour s'assurer que les jeunes se sentent en sécurité à l'école.

Outre l'école, certain·es jeunes ont désigné la mosquée comme autre source de la connaissance, notamment comme lieu où ils·elles apprennent à lire le Coran. Garçons et filles voient la mosquée, en raison de sa dimension spirituelle, comme un sanctuaire de développement personnel, autant que collectif. Ainsi, certain·es jeunes ont expliqué que prier régulièrement et suivre l'enseignement de Dieu leur permettraient d'aller au paradis. D'autres, comme un garçon, à Dori, ont expliqué que la mosquée était l'endroit « où les gens se préparent à leur destin ». L'importance accordée par les jeunes aux lieux de culte et à la spiritualité souligne l'importance d'avoir une vie qui a du sens et de cultiver l'espoir dans des contextes particulièrement vulnérables. Leur lien spirituel renforce leur résilience, les aidant à « faire face » et à s'adapter à la situation.¹⁶



Je n'aime pas l'école, parce que les professeurs nous frappent.

– Garçon, Gorom-Gorom



Des filles de Ouahigouya participent à une discussion de groupe.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

¹⁶ Terre des hommes. Novembre 2021. « [Guide opérationnel: Vers la résilience psychosociale et le bien-être](#) ».

3. Contribuer à subvenir aux besoins de sa famille est déjà une priorité

Les jeunes savent que l'éducation qu'ils-elles reçoivent est souvent insuffisante et que l'école n'est pas nécessairement une garantie d'avenir professionnel. Aussi, nombreux d'entre eux-elles cherchent des possibilités de gagner leur vie, même si elles tendent à se faire rares. Près de la moitié (49 %) des adultes ayant répondu à l'enquête pensaient pouvoir gagner leur vie au sein de leur communauté, et le manque de débouchés était leur troisième inquiétude la plus importante concernant l'avenir à long terme des jeunes.¹⁷ Les filles et les garçons sont également conscients de cette lacune, mais la rareté de moyens de subsistance les oblige à aider leur famille par tous les moyens possibles.

Cette nécessité de contribuer à subvenir aux besoins de leur famille devient plus pressante avec l'âge : les jeunes de 14 à 17 ans ont plus souvent parlé de leur lieu de travail, comme les champs, la rivière et les usines, au cours des discussions portant sur les éléments importants de leur vie au quotidien. Ils-elles insistent également sur l'importance de l'élevage et du bétail. « Si on les élève, on peut les vendre et s'acheter des choses », a expliqué une fille, à Kaya, tandis qu'une autre, à Ouahigouya, a ajouté qu'ils-elles pouvaient « les vendre pour payer l'école ». La responsabilité accrue des participants plus âgés en ce qui concerne leur contribution aux revenus de la famille transparaissait dans leurs demandes faites aux acteurs-trices humanitaires. Ils avaient tendance à plutôt demander une aide financière et des opportunités d'emplois, tandis que les plus jeunes se concentraient avant tout sur leur éducation et l'aide qu'ils-elles pourraient recevoir pour payer les frais de scolarité.

Pour ce qui est des moyens de subsistance et de l'avenir professionnel, on notera des différences sensibles entre les garçons et les filles. Lorsqu'ils parlent de leur vie au quotidien, les garçons mettent surtout l'accent sur la recherche d'un emploi au sein de leur communauté, en raison peut-être d'attentes culturelles selon lesquelles ils devraient trouver du travail pour subvenir aux besoins de leur famille. Lorsqu'ils parlaient de leur communauté, les garçons étaient plus susceptibles de citer des métiers spécifiques connus, comme berger, chauffeur, électricien, garde, vendeur de jus, de bonbons ou de pain, maçon et mécanicien. Ils avaient également tendance à évoquer plus souvent la question du moyen de transport – voiture ou vélo – étant donné qu'ils doivent souvent se déplacer pour aller chercher du travail, qu'il s'agisse d'un petit boulot ou d'un emploi plus permanent.

Les filles quant à elles ont moins évoqué les métiers spécifiques qu'elles pourraient exercer au sein de leur communauté, ayant tendance, plus que les garçons, à demander de l'aide aux acteurs-trices humanitaires pour pouvoir suivre une formation professionnelle. À leurs yeux, compte tenu de l'accès limité qu'elles ont à l'école et de la menace que représentent un mariage et une grossesse précoces,¹⁸ suivre une formation est le meilleur moyen d'être indépendante et de contribuer aux revenus familiaux. À Kaya, une fille a dit « On cherche du travail pour celles qui ne vont pas à l'école ». À Gorom-Gorom, une autre envisageait de « développer une embouche bovine, si j'arrive à avoir une aide, ou développer un petit commerce et apprendre un métier [comme la couture, la filature/le tissage] ». Les métiers que les filles envisageaient d'exercer correspondent à des normes de genre socioculturelles. La couture et la coiffure sont les deux métiers à avoir été cités le plus fréquemment, suivis de l'élevage et de la création de petits commerces.



On cherche du travail pour celles qui ne vont pas à l'école.

– Fille, Kaya

¹⁷ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

¹⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Mars 2022. « [Child Marriage Country Profile Burkina Faso](#) ».

Certain·es jeunes en situation de handicap ont également évoqué la nécessité pour eux·elles de pouvoir disposer d'outils, de matériaux et de formations spécialisées de sorte à pouvoir gagner leur vie. Ainsi, cela indique qu'ils·elles se sentent également, dans une certaine mesure, responsables de contribuer aux revenus de leur famille. Par exemple, à Gorom-Gorom, un garçon en situation de handicap a demandé que « les humanitaires [l']aident à acheter un vélo, du matériel de boucherie, à manger, et à suivre une formation à la gestion des entreprises », tandis qu'une fille a demandé qu'on l'aide « à engraisser les moutons et suivre une formation de couturière et en commerce ». Pour pouvoir comprendre comment les jeunes en situation de handicap se représentent leur vie d'adulte financièrement autonome, les obstacles qu'ils·elles sont susceptibles de rencontrer et les moyens de les surmonter, un complément d'étude sera nécessaire.

Si certain·es jeunes en situation de handicap semblaient avoir toute confiance dans leur capacité à réussir, si tant est qu'ils·elles en aient l'occasion, à Gorom-Gorom, une fille a dit « il faut qu'on m'aide pour beaucoup de choses, parce que je ne peux rien faire en tant que personne en situation de handicap ». Cette expression de sentiment d'inutilité indique qu'il est nécessaire de déconstruire les attitudes et les environnements qui empêchent les jeunes en situation de handicap de prendre part à la vie en société et d'accéder aux services de la même manière que les autres jeunes.



Je demande que les humanitaires [m']aident à acheter un vélo, du matériel de boucherie, à manger, et à suivre une formation à la gestion des entreprises.

– Garçon, Gorom-Gorom



Carte socio-environnementale créée par des filles, à Ouahigouya. Dans cette activité, elles avaient été invitées à recenser les éléments les plus importants de leur vie quotidienne (personnes, lieux, éléments et événements), en les dessinant ou en écrivant le nom sur un morceau de papier, avant de positionner celui-ci sur une carte créée par le groupe.

Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

La référence spontanée des jeunes à leur éducation et à leur avenir professionnel souligne que le fait d'avoir « une fonction et une responsabilité » est un élément nécessaire à leur bien-être psychosocial.¹⁹ Actuellement, seuls 36 % des adultes interrogés pensent que l'aide qu'ils-elles ont reçue pourra les aider à vivre sans aide par la suite.²⁰ Les jeunes grandissent dans un contexte de crise humanitaire, et ils-elles ont besoin d'un soutien spécifique qui en tienne compte. Ils-elles ont besoin de pouvoir prendre une part active à la société, notamment les jeunes en situation de handicap, qui constatent que leur capacité à participer à la vie en société est en grande partie, voire complètement, réduite à néant. Pour véritablement veiller au bien-être des jeunes, les organisations humanitaires doivent travailler en collaboration avec les agences chargées de missions d'aide au développement, de construction et maintien de la paix, gouvernementales ou non, pour garantir que les besoins à long terme soient pris en considération au même titre que les besoins immédiats. Chaque jeune devrait pouvoir jouir d'un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.²¹

¹⁹ Terre des hommes. Novembre 2021. « [Guide opérationnel: Vers la résilience psychosociale et le bien-être](#) ».

²⁰ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

²¹ Nations Unies. 20 novembre 1989. « [The Convention on the Rights of the Child \(article 27\)](#) ».

4. Jouer et socialiser sont importants mais perçus comme des privilèges

Les jeunes ont indiqué régulièrement que les loisirs et les moments passés avec leurs ami·e·s étaient des éléments importants de leur vie au quotidien. Outre les moments passés avec leurs ami·e·s et leurs frères et sœurs, les garçons et les filles ont parlé des lieux où ils/elles pouvaient se retrouver, se détendre et parler. Il s'agit notamment des espaces « amis des enfants » créés par les acteur·trice·s humanitaires, de l'école, de la maison des jeunes, d'aire de jeux, du jardin des mairies, et des points d'eau. En parlant des espaces récréatifs, à Gorom-Gorom, une fille a indiqué que « on y va pour s'amuser et danser avec ses ami·e·s, jusqu'à être complètement épuisé. Tu arrives avec le sourire, et tu repars avec le sourire ». Les fêtes ont également été qualifiées de moments importants « Le jour de la fête, on va s'acheter quelque chose à mettre avec nos économies. On gaspille de l'argent sans que nos parents le sachent. On se cotise, comme ça, on peut partager. On fait la fête », précise un garçon de Gorom-Gorom. Ce sentiment était partagé par certain·e·s jeunes en situation de handicap. À Gorom-Gorom, un garçon en situation de handicap physique a dit qu'il adorait jouer aux cartes avec d'autres jeunes jusque tard dans la nuit et aller à des fêtes. Les jeunes ont en outre précisé que les arbres étaient également un lieu de rendez-vous important pour se rassembler et socialiser. « On se met à l'ombre des arbres, on peut se reposer, échanger des idées », a expliqué un garçon, à Dori. « C'est cet arbre-là qui permet de s'orienter, ici », a dit une fille, à Dori. « Les gens ont l'habitude de se mettre à l'ombre. Si tu y vas, là, tout de suite, tu trouveras des gens assis [sous l'arbre] ».



Le jour de la fête, on va s'acheter quelque chose à mettre avec nos économies. On gaspille de l'argent sans que nos parents le sachent. On se cotise, comme ça, on peut partager. On fait la fête.

– Garçon, Gorom-Gorom



Les gens ont l'habitude de se mettre à l'ombre. Si tu y vas, là, tout de suite, tu trouveras des gens assis [sous l'arbre].

– Garçon, Dori



Des filles participent à une activité destinée à « briser la glace », à Ouahigouya.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

Avoir des activités récréatives est un droit.²² Mais pour la plupart des jeunes, il semble que ce soit un privilège d'avoir des loisirs et de se retrouver avec leurs ami·es, compte tenu des responsabilités qui pèsent sur eux·elles dans leur vie quotidienne. Au cours de cette étude exploratoire, les garçons ont été plus nombreux que les filles à évoquer, spontanément, l'importance des loisirs et des moments passés avec leurs ami·es. Les filles semblent avoir moins l'occasion de se rendre dans des espaces récréatifs et des espaces de sport, et aussi moins de temps, car elles doivent s'acquitter de nombreuses tâches ménagères. Dans certains groupes de discussion, elles ont ri lorsqu'on leur a demandé si elles aimaient jouer, tant le jeu est déjà très loin de leur réalité quotidienne. En outre, les garçons entre 14 et 17 ans ont été moins nombreux que ceux âgés de 10 à 13 ans à parler d'espaces où ils pouvaient s'amuser et retrouver des ami·es : ce qui leur importait, c'était de subvenir aux besoins de leur famille. Ces remarques mettent en lumière les différences entre groupes d'âge et entre les filles et les garçons, dans un contexte où les adolescent·es doivent assumer de nombreuses responsabilités, ce qui limite leur participation aux activités sociales, récréatives, créatives ou sportives.

Les loisirs et les moments où ils·elles peuvent se retrouver sont essentiels pour le développement des jeunes et contribuent à leur bien-être psychosocial. Il est indispensable qu'ils·elles puissent avoir accès à des espaces récréatifs, aux espaces réservés au sport et à des espaces où ils·elles peuvent s'amuser et faire la fête, tout particulièrement dans un contexte d'insécurité persistante où les sources de stress sont multiples (difficultés quotidiennes à accéder aux services de base, violence, déplacement). Les évaluations multisectorielles indiquent que, dans un très grand nombre de familles, l'un des membres souffre de stress ou de détresse psychologique.²³

²² Nations Unies. 20 novembre 1989. « [The Convention on the Rights of the Child \(article 31\)](#) ».

²³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. Mars 2023. « [Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires 2023](#) ».

les plus âgé·e·s ont plus conscience de la présence des institutions d'État et par le fait qu'ils·elles assistent souvent à des discussions entre adultes concernant le rôle de l'État. Les jeunes ont expliqué que, pour eux·elles, ces institutions jouaient un rôle important pour répondre à leurs besoins essentiels, comme obtenir des pièces officielles. « Si tu as besoin d'un certificat de naissance, quelqu'un va t'aider », a dit un garçon, à Kaya, et un autre a ajouté : « Ils t'aident à obtenir une carte d'identité ».

Dans certains groupes, la menace de l'insécurité a été de toutes les discussions. Les jeunes ont parlé de leur peur que des « mauvaises personnes » viennent dans leur communauté et du risque d'explosifs. Ils ont également décrit les violences perpétrées par les groupes armés non étatiques. À Ouhiyouya, par exemple, un garçon a décrit plus précisément la situation : « Ce sont des djihadistes. Ils tirent sur les gens pour les tuer. Ils volent le bétail et le cachent dans la brousse pour faire sortir les gens de leur village ». D'autres jeunes ont parlé de l'armée et des avions militaires utilisés pour « faire la guerre, chasser les mauvaises personnes, et lutter contre les groupes armés ». Ces descriptions d'une violence persistante témoignent du fait que les jeunes ont conscience de la situation, d'une part, et d'autre part du sentiment de vulnérabilité qu'ils·elles ressentent en permanence. Les adultes eux aussi souffrent de cette insécurité omniprésente : si 61 % ont indiqué se sentir en sécurité au quotidien, ceux·celles dont ce n'était pas le cas ont précisé que leur plus grande crainte était d'être la cible d'attaques armées.²⁵

Les garçons comme les filles n'ont que rarement fait le lien entre les acteur·trice·s humanitaires et leur protection personnelle. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les services de protection sont limités dans leur région, ou que les jeunes ne se doutent pas de leur présence ou ne sont pas visés par ces services, ou sinon au regard des limites de la présente étude. Toutefois, quelques jeunes ont spontanément mentionné l'existence de structures de soutien psychosocial, indiquant avoir eux·elles-mêmes, ou quelqu'un·e qui leur était proche, fait appel à ces structures ou en avoir entendu parler. À Tougan, un groupe des filles a parlé d'une organisation particulière à laquelle elles peuvent s'adresser en cas d'agression sexuelle « On va dire à [nom de l'organisation] que c'est un viol, c'est un viol ». Cette mention d'actes de violence basée sur le genre rappelle les conclusions d'autres études, selon lesquelles il s'agit d'une préoccupation majeure chez les jeunes filles burkinabè, et ce dans l'ensemble du pays. Il s'agit d'un problème qui exige l'attention permanente des acteur·trice·s humanitaires.²⁶

Au-delà des inquiétudes concernant leur sécurité immédiate, certain·e·s jeunes, garçons comme filles, ont également parlé de l'importance de rétablir la paix. Pour les jeunes, à Dori, la mosquée est un lieu où ils peuvent échapper à ce sentiment permanent d'insécurité. « La mosquée », a dit un garçon à Dori, « te permet de te distancer du danger ». Un autre garçon a ajouté : « Je pense que la mosquée est très importante, parce qu'elle favorise la paix. C'est là que tu apprends à pardonner, et à te pardonner à toi-même ».



Ce sont des djihadistes. Ils tirent sur les gens pour les tuer. Ils volent le bétail et le cachent dans la brousse pour faire sortir les gens de leur village.

– Garçon, Ouhiyouya



On va dire à [nom de l'organisation] que c'est un viol, c'est un viol.

– Fille, Tougan



La mosquée te permet de te distancer du danger.

– Garçon, Dori

²⁵ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

²⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Mars 2022. « [Child Marriage Country Profile Burkina Faso](#) ».

6. Connaissances et informations insuffisantes sur l'action humanitaire et ses acteur·trice·s

Pour la plupart, les jeunes savaient que de l'aide humanitaire était distribuée dans leur commune, mais beaucoup ne savaient pas qui la distribuait ni d'où elle venait. À Tougan et à Koupéla, les garçons comme les filles confondaient souvent les organisations chargées de la mise en œuvre de l'aide humanitaire avec le Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille. Effectivement, dans certaines régions, certaines organisations fournissent une assistance par l'intermédiaire de ce ministère. Néanmoins, à Ouahigouya, les jeunes ont fréquemment mentionné le nom d'organisations humanitaires, très probablement du fait que leur présence est plus visible sur le site de personnes déplacées internes dans cette commune. Parmi les organisations humanitaires dont les filles et les garçons avaient entendus parler, ils·elles avaient du mal à les identifier et les distinguer les unes des autres. Cette difficulté étant particulièrement prononcée chez ceux·celles qui ne savaient pas lire et chez les plus jeunes, qui reconnaissent surtout les organisations humanitaires à leur logo.

En fonction de ce qu'ils·elles considèrent comme étant de l'aide humanitaire, les jeunes en attribuent le mérite aux organisations effectivement chargées de la fourniture de l'aide humanitaire – ou pas. Les jeunes ont tendance à classer les biens tangibles dans la catégorie « aide », mais beaucoup moins les services immatériels, comme les espaces conviviaux où les animateur·trice·s organisent des activités ludiques.



Une fille de Tougan travaille sur la carte socio-environnementale.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

Bien sûr, le fait que les jeunes confondent les organisations humanitaires avec les agences gouvernementales et/ou qu'ils-elles ne sachent pas quels sont les biens et services qui relèvent de l'aide humanitaire ne signifie pas nécessairement qu'il y a lieu de s'inquiéter. Toutefois, leur manque de connaissance sur ce qui se passe exactement dans leur communauté et leur faculté à participer aux discussions concernant la programmation de l'aide exige que l'on y prête une réelle attention, étant donné que les jeunes ont le droit de participer²⁷ et le droit d'être informés.²⁸ Il convient que les acteur·trice·s humanitaires veillent par tous moyens sûrs et accessibles à ce que les jeunes puissent prendre part à la programmation. Cela leur permettra d'entendre les besoins et les attentes des jeunes, et de prendre les mesures appropriées en conséquence. Ce faisant, les acteur·trice·s humanitaires doivent également respecter l'unité familiale en s'assurant que les personnes qui ont la charge des jeunes puissent avoir accès à des informations sur les programmes qui concernent leur foyer et leurs enfants. Ainsi, tous les membres de la communauté auront le sentiment d'être mieux informés, et pour les filles et les garçons, savoir qu'ils-elles ont le droit de participer et comment participer améliorera leur bien-être psychosocial et leur résilience.²⁹

Aujourd'hui, la participation des jeunes, filles comme garçons, à la programmation des mesures d'aide est limitée, et la communication avec les acteur·trice·s humanitaires est difficile. Certain·e·s jeunes se sentent exclus car, de manière générale, les informations sont diffusées sous forme écrite, alors qu'ils-elles ne savent pas lire ni écrire. Une bonne solution consisterait à diffuser des informations à la radio. Comme l'a fait remarquer une fille, à Gorom-Gorom, « la radio, c'est pour ceux·celles qui ne savent pas lire, parce que le message sera dans les langues locales ». Il n'en reste pas moins que les jeunes préfèrent, et de très loin, les échanges interpersonnels directs, insistant sur leur désir de ne pas seulement être informé·e·s, mais également de pouvoir réagir à l'information et faire connaître leur point de vue. À Gorom-Gorom, un garçon a expliqué qu'il aimait bien le téléphone « parce qu'on peut appeler quelqu'un et cette personne peut te rappeler ». Communiquer par une hotline numérique, par exemple, est également un bon moyen pour les jeunes de faire part de leurs remarques et suggestions de manière confidentielle. À Kongoussi, un participant a dit que les hotlines numériques étaient importantes « parce que c'est entre toi et le récepteur ». Bien que les jeunes apprécient le contact direct et la confidentialité que permet le téléphone, certain·e·s soulignent que tout le monde n'y a pas accès et que la qualité du signal peut être problématique.

Les jeunes préfèrent en grande majorité les contacts interpersonnels, face à face. Cette façon de communiquer favorise un contact direct et concentré, où les filles et les garçons ont le sentiment d'être écouté·e·s et de participer, indépendamment de leur niveau d'éducation ou de leur capacité à avoir accès à un téléphone. Pour la plupart, les participant·e·s ont dit qu'ils-elles préféreraient recevoir des informations et faire des commentaires et des suggestions sur la programmation de l'aide par l'intermédiaire de membres de leur communauté, tout particulièrement les personnes adultes dont ils sont à la charge. Cependant, moins de la moitié (49 %) des adultes ayant répondu à l'enquête ont le sentiment d'être informé·e·s sur les mesures d'aide mises en œuvre, ce qui rend difficile la tâche qui leur reviendrait de répondre aux questions de leurs enfants. Et même si certain·e·s sauraient où trouver les réponses – 56 % des adultes interrogé·e·s savaient comment communiquer leurs commentaires et suggestions – très peu (28 %) ont indiqué avoir fait part d'une inquiétude aux acteur·trice·s de l'action humanitaire par les moyens de communication qu'ils connaissent.³⁰ Pour aider leurs enfants, les adultes doivent pouvoir être associé·e·s aux décisions en matière de programmation de l'aide et avoir aisément accès aux informations : faute de quoi, les parents, tout comme les jeunes, resteront dans le noir.



La radio, c'est pour ceux·celles qui ne savent pas lire, parce que le message sera dans les langues locales.

– Fille, Gorom-Gorom

²⁷ Nations Unies. Juillet 2009. « [Convention relative aux droits de l'enfant \(article 12, paragraphe 1\)](#) ».

²⁸ Nations Unies. 20 novembre 1989. « [The Convention on the Rights of the Child \(article 17\)](#) ».

²⁹ Terre des hommes. Novembre 2021. « [Guide opérationnel: Vers la résilience psychosociale et le bien-être](#) ».

³⁰ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

7. Les jeunes pensent que leur avis n'a pas d'importance

Les jeunes, tout particulièrement les filles, ont indiqué que, même quand ils-elles arrivaient à communiquer avec les acteur-trice-s humanitaires, leur avis n'était pas pris en compte. À Koupéla, un garçon a dit : « Parfois, les adultes ne nous écoutent pas ». À Fada N'Gourma, une fille s'est plainte, disant : « Ils écoutent, mais ils ne font rien ». Certain-e-s jeunes ont dit qu'ils n'avaient tout simplement pas le droit de poser de questions sur l'aide humanitaire. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils-elles ne comprenaient pas selon quels critères l'aide était accordée, les filles à Kaya, ont répondu : « On n'a pas le droit de demander ». Les jeunes ont signalé des cas plus extrêmes, où ils-elles avaient peur des conséquences s'ils-elles disaient ce qu'ils-elles pensaient : « Ils vont te frapper, ils vont enlever ton nom. Si tu parles, ils disent que tu vas gêner leur travail. Ils t'insultent. Ils vont dire que tu es impoli. Ils vont dire que tu ne respectes pas tes parents à la maison que c'est à cause de ça que tu parles ici comme ça. Ils vont dire que tu ne connais pas plus que les grandes personnes. Ils vont aussi aller le dire à tes parents ».

Pour beaucoup de jeunes, le droit de communiquer avec les acteur-trice-s de l'action humanitaire et d'être entendu-e-s est réservé aux adultes. À Tougan, une fille a fait remarquer : « On ne peut pas [donner son avis] parce qu'on est petite. Si on était des adultes, ce serait mieux », tandis qu'une autre a ajouté : « Si on était des adultes, on aurait pas de problème. On irait dire ce qu'on pense ».

Ces témoignages rendent compte de la nécessité, pour les acteur-trice-s de l'action humanitaire, d'améliorer dans une mesure sensible leurs interactions, autant avec les jeunes qu'avec les personnes qui en ont la charge. Étant donné que certain-e-s jeunes ont signalé des cas de violence verbale et physique, il est fort peu probable qu'ils-elles fassent confiance à certains acteur-trice-s de l'action humanitaire. Il est donc indispensable que les acteur-trice-s humanitaires tiennent compte des dynamiques du pouvoir et du degré de confiance lorsqu'ils se rapprochent de la communauté dans l'intention de déterminer comment associer les jeunes à la programmation de l'aide. La présente analyse les aidera à aboutir à une détermination conjointe, avec l'ensemble de la communauté, qui tiendra compte des préférences des jeunes et de leurs problèmes d'accessibilité.

“

Ils vont te frapper, ils vont enlever ton nom. Si tu parles, ils disent que tu vas gêner leur travail. Ils t'insultent. Ils vont dire que tu es impoli. Ils vont dire que tu ne respectes pas tes parents à la maison que c'est à cause de ça que tu parles ici comme ça. Ils vont dire que tu ne connais pas plus que les grandes personnes. Ils vont aussi aller le dire à tes parents.

– Garçon, Fada N'Gourma

“

On ne peut pas [donner son avis] parce qu'on est petite. Si on était des adultes, ce serait mieux.

– Fille, Tougan



Carte socio-environnementale créée par des filles. Dans cette activité, elles avaient été invitées à recenser les éléments les plus importants de leur vie au quotidien (personnes, lieux, éléments, événements) en les dessinant ou en écrivant le nom sur un morceau de papier avant de positionner celui-ci sur la carte créée par le groupe.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

8. Un ciblage perçu comme inégal génère des sentiments d'injustice et d'exclusion

Dans toutes les communes à l'exception de Koupéla et de Kongoussi, les filles et les garçons ont soulevé la question du ciblage de l'aide qui, selon eux, doit être amélioré. Les adultes interrogé·e·s en 2022 ont indiqué partager ce sentiment : la plupart (86 %) ne savaient pas comment les acteur·trice·s de l'action humanitaire décident de qui reçoit et qui ne reçoit pas d'aide.³¹ Même si certain·e·s jeunes disent comprendre en quoi consistent les critères de vulnérabilité appliqués par les acteur·trice·s humanitaires pour sélectionner les personnes qui recevront une aide, pour la plupart d'entre eux·elles, le processus de sélection reste un mystère. Certain·e·s ont précisé que le système d'inscription n'était pas clair et mal organisé. Ainsi, plusieurs jeunes non déplacé·e·s ont dit que les acteur·trice·s de l'action humanitaire aidaient uniquement les personnes déplacées, ce qu'ils estimaient être injuste. Néanmoins, certain·e·s jeunes déplacé·e·s ont indiqué n'avoir reçu aucune aide depuis qu'ils·elles étaient arrivé·e·s, deux ans auparavant. « Ce que j'aimerais, c'est que le ministère s'occupe des personnes et des jeunes déplacé·e·s internes, parce que depuis qu'on est arrivés, on n'a rien reçu », a dit un garçon, à Gorom-Gorom.

Compte tenu de cette absence d'information/de ces incompréhensions, il n'y a rien de surprenant à ce que les jeunes pensent que le ciblage est laissé au hasard et que les humanitaires sélectionnent les personnes destinées à recevoir une aide de manière aléatoire. Dans ce contexte, il semble que certain·e·s gagnent et d'autres pas. Certains jeunes, garçons comme filles, ont du mal à comprendre pourquoi ils·elles n'ont jamais reçu d'aide, tandis que d'autres ont vu leur nom supprimé de la liste sans explication. « Ton nom est sur la liste, et puis ils disent qu'il y est plus », a raconté une fille, à Boussouma.

D'autres encore ont dit avoir l'impression que, dans leur communauté, certaines personnes étaient favorisées par rapport à d'autres. « Tout le monde ne reçoit pas d'aide, c'est ceux qui en ont déjà reçu qui continuent d'en recevoir », a expliqué une fille, à Kaya. Par ailleurs, certain·e·s jeunes ont raconté que les acteur·trice·s humanitaires, lorsqu'ils procèdent au ciblage, donnaient la priorité à leurs relations. « Ce que j'aime pas, c'est que quand des personnes s'inscrivent, elles écrivent le nom de personnes qu'elles connaissent. Il y a des personnes de [nom de la commune expurgé] qui ont quitté la commune avec nous, mais jusqu'ici, elles ne sont toujours pas inscrites. En attendant, il y a des personnes qui n'ont pas encore quitté la commune de [nom de la commune expurgé], mais on a déjà entendu dire qu'elles étaient sur la liste. C'est pas juste », a dit une fille.

Plusieurs filles et garçons ont parlé de cas de fraude, comme le détournement de nourriture, d'eau, d'argent ou de fournitures scolaires qui avaient été distribués. Ces incidents de détournement de l'aide ont été couramment évoqués dans les écoles. À Kaya, une fille a expliqué que, « avant de donner aux gens, ils en enlèvent une partie », tandis qu'une autre a fait remarquer que, « à l'école, les enseignants gardent une partie de l'aide avant de la distribuer aux élèves ». De la même façon, à Tougan, un garçon a dit : « s'ils envoient de la nourriture, ils en donnent un peu aux gens, et ils gardent le reste pour eux » et, à Fada N'Gourma, un garçon a dit : « même à l'école, ils [les enseignants] prennent la nourriture pour l'emporter chez eux ».

Enfin, les jeunes burkinabè, filles comme garçons, considèrent que l'aide est principalement destinée aux adultes, et qu'ils·elles n'ont pas leur mot à dire. « Ça ne



Ce que j'aimerais, c'est que le ministère s'occupe des personnes et des jeunes déplacé·e·s internes, parce que depuis qu'on est arrivés, on n'a rien reçu.

– Garçon, Gorom-Gorom



Tout le monde ne reçoit pas d'aide, c'est ceux qui en ont déjà reçu qui continuent d'en recevoir.

– Fille, Kaya



S'ils envoient de la nourriture, ils en donnent un peu aux gens, et ils gardent le reste pour eux.

– Garçon, Tougan

³¹ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

me plaît pas quand les agents qui enregistrent les bénéficiaires passent dans les cours et quand ils trouvent des jeunes ils refusent de nous inscrire. Ils disent que ce sont les parents seulement, que les jeunes ne sont pas concernés. Pourtant les besoins des jeunes sont souvent différents de ceux des grandes personnes » a raconté une fille, à Gorom-Gorom. Les jeunes connaissent leurs besoins et ceux de leur communauté, et ils-elles ne comprennent pas pourquoi ils-elles seraient exclus de l'aide humanitaire.

S'ils-elles reconnaissent que les acteur-trice-s humanitaires « n'arrivent pas à servir tout le monde », ils-elles sont nombreux-ses à souhaiter que l'aide devienne accessible à tous, comme le souligne une fille, à Fada N'Gourma. « Je souhaite qu'ils enregistrent et aident tout le monde car [l'aide] c'est pour tout le monde ». Les jeunes, filles comme garçons, se sont accordés à dire qu'il était important que la distribution de l'aide soit juste et équitable. Néanmoins, les filles se sont montrées les plus virulentes sur ce point, ce qui peut éventuellement s'expliquer par le fait qu'elles se rendent souvent sur les lieux de distribution avec leurs parents, et assistent, en direct, à des inégalités de ciblage. D'autre part, les filles sont souvent ciblées par les interventions humanitaires, telles que les kits de dignité, les kits d'hygiène et le renforcement des compétences liées à la violence basée sur le genre. Dans certaines communes, les filles sont les premières destinataires des programmes d'éducation. À ce titre, elles sont susceptibles d'avoir des contacts plus fréquents que les garçons avec les acteur-trice-s humanitaires et leurs processus décisionnels, ce qui pourrait expliquer pourquoi elles reviennent plus fréquemment sur la nécessité d'un ciblage juste.

“

Ça ne me plaît pas quand les agents qui enregistrent les bénéficiaires passent dans les cours et quand ils trouvent des jeunes ils refusent de nous inscrire. Ils disent que ce sont les parents seulement, que les jeunes ne sont pas concernés. Pourtant les besoins des jeunes sont souvent différents de ceux des grandes personnes.

– Fille, Gorom-Gorom

“

Je souhaite qu'ils enregistrent et aident tout le monde car [l'aide] c'est pour tout le monde.

– Fille, Fada N'Gourma



À Ouahigouya, les garçons participent à un exercice de cartographie socio-environnementale. Dans cette activité, ils étaient invités à recenser les éléments les plus importants de leur vie au quotidien (personnes, lieux, éléments, évènements) en les dessinant ou en en écrivant le nom sur un morceau de papier avant de positionner celui-ci sur une carte créée par le groupe.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

Les filles et les garçons de 14 à 17 ans sont également plus nombreux·ses à parler du ciblage inégal, plusieurs d'entre eux·elles mentionnant ne jamais avoir reçu d'assistance. Cette situation peut s'expliquer par leur sensibilité accrue aux questions de justice et d'injustice à mesure qu'ils·elles grandissent.³² D'autre part, les jeunes de 14 à 17 ans sont moins ciblé·es par les programmes de réinsertion scolaire, qui représentent une part importante de l'aide disponible destinée aux jeunes. En effet, en fonction de la programmation locale, les jeunes plus âgé·es peuvent être « de facto » écarté·es en raison de leur âge, avec pour conséquence qu'ils·elles se sentent exclu·es de l'aide humanitaire.

Si les jeunes sont confronté·es pendant de longues périodes à l'inégalité et au caractère arbitraire de la fourniture de l'aide, ils·elles auront l'impression d'être méprisé·es, ce qui affectera leur bien-être psychosocial.³³ Pour éviter ce risque, les acteur·trice·s de l'action humanitaire devraient en toutes circonstances tenir compte des besoins des jeunes lorsqu'ils·elles déterminent et communiquent les critères qu'ils·elles entendent appliquer à la sélection des destinataires. Les acteur·trice·s de l'action humanitaire, même ceux qui interviennent uniquement dans les opérations d'assistance destinées aux adultes, doivent inclure les jeunes dans le processus de communication sur le ciblage. Dans le contexte de crise actuel, les jeunes jouent déjà un rôle clé en aidant leur famille à subvenir à leurs besoins : dès lors, ils sont, directement ou indirectement, impactés par les décisions en matière de ciblage.

³² Journal of Experiential Psychology: General. 2014. « [Children Develop a Veil of Fairness](#) ».

³³ Terre des hommes. Novembre 2021. « [Guide opérationnel : Vers la résilience psychosociale et le bien-être](#) ».

9. Des sites de distribution considérés comme dangereux et dégradants

Les jeunes voudraient que les acteur·trice·s de l'action humanitaire améliorent la sécurité sur les lieux de distribution. Dans la quasi-totalité des communes, à l'exception de Boussouma, Kaya et Kongoussi, les jeunes ont signalé des cas de violence physique en cours de distribution – soit entre des personnes qui attendaient de recevoir une aide, soit du fait d'acteur·trice·s de l'action humanitaire et de leurs intermédiaires – où des personnes se poussaient les unes les autres et se battaient. Un garçon à Gorom-Gorom a précisé : « Les gens se battent là-bas pour avoir de la nourriture, surtout ceux qui arrivent en retard. Ils arrivent en retard et ils veulent être devant ». De la même façon, à Ouahigouya, une fille a dit : « ils distribuent l'aide et ça se transforme en bagarre ». Des jeunes en situation de handicap ont également raconté qu'ils·elles avaient été poussé·e·s au cours de distributions d'aide. Devant ces situations de violence, les jeunes appellent les acteur·trice·s de l'action humanitaire à maintenir l'ordre et à améliorer leur communication sur le processus. « Ce qui manque là-bas c'est l'ordre, car souvent les gens se bousculent pendant les distributions », a fait observer un garçon, à Gorom-Gorom. Les adultes partagent cet avis : parmi les personnes interrogées, celles·ceux qui ne se sentent pas en sécurité sur les lieux de distribution évoquent le nombre excessif de personnes conviées en même temps aux distributions.³⁴

Les filles et les garçons ont fréquemment rapporté des cas de violence verbale du fait d'acteur·trice·s de l'action humanitaire ou des intermédiaires qui organisent les



Les gens se battent là-bas pour avoir de la nourriture, surtout ceux qui arrivent en retard. Ils arrivent en retard et ils veulent être devant.

– Garçon, Gorom-Gorom



À Ouahigouya, les filles planchent sur un exercice de cartographie socio-environnementale. Dans cette activité, étaient invitées à recenser les éléments les plus importants de leur vie au quotidien (personnes, lieux, éléments, événements) en les dessinant ou en en écrivant le nom sur un morceau de papier avant de positionner celui-ci sur une carte créée par le groupe.
Image : Terre des hommes Lausanne (2022)

³⁴ Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Quand on peut répondre à ses besoins immédiats, on a plus de forces pour se battre et gagner sa vie](#) ».

distributions. « Souvent, ils crient après les gens », a indiqué une fille, à Fada N'Gourma, tandis que d'autres jeunes ont raconté que des acteur·trice·s de l'action humanitaire les avaient insultés, ne faisaient preuve d'aucune patience et d'aucun respect, voire qu'ils les avaient chassés. « Quand ils viennent, il faut qu'ils trouvent que les gens sont bien assis sinon ils s'énervent et repartent », a raconté un garçon, à Kaya. À Ouahigouya, un garçon a fait remarquer que certain·e·s acteur·trice·s de l'action humanitaire « sont de mauvaise humeur et ne sont absolument pas patients avec les jeunes, donc certain·e·s jeunes ont peur d'eux ». Les jeunes avaient également conscience que ces comportements inadmissibles devaient être corrigés. « Il faut apprendre aux gens qui travaillent là comment on vit ensemble », a suggéré un garçon, à Gorom-Gorom, sinon ce type de comportement violent et agressif verra les jeunes perdre toute confiance dans les acteur·trice·s de l'action humanitaire.

Les garçons et les filles ont en outre signalé les conditions indignes dans lesquelles se déroulent les distributions d'aide. À Boussouma, une fille a expliqué : « Ils peuvent te dire de venir, tu viens passer toute la journée sous le soleil et au final, on ne te donne rien. Après tu repars chez toi et tu n'as rien comme vivres ». À Gorom-Gorom, une fille a dit qu'il y avait « tellement de souffrances sur les lieux de distribution d'aide, et puis, rien en retour ».

Faire l'expérience de telles conditions indignes risque de saper davantage la confiance que les jeunes ont placée dans les acteur·trice·s de l'action humanitaire, et peut faire naître des sentiments de désillusion et de rancœur à l'égard de ces acteur·trice·s, ce qui ne manquerait pas d'aggraver les problèmes de sécurité et de mettre en péril le bien-être émotionnel des jeunes.



Souvent, ils crient après les gens.

– Fille, Fada N'Gourma



Il faut apprendre aux gens qui travaillent là comment on vit ensemble.

– Garçon, Gorom-Gorom



Ils peuvent te dire de venir, tu viens passer toute la journée sous le soleil et au final, on ne te donne rien. Après tu repars chez toi et tu n'as rien comme vivres.

– Fille, Boussouma

Prochaines étapes

En se penchant sur ce qui est important pour les jeunes dans leur vie quotidienne, il ressort que la satisfaction de leurs besoins essentiels, leurs perspectives d'avenir et la menace de l'insécurité sont leurs préoccupations dominantes. En dépit du contexte de crise, les garçons et les filles du Burkina Faso ont indiqué que la famille, les ami·e·s, la communauté, la religion, le gouvernement et les acteur·trice·s de l'action humanitaire étaient pour eux source d'espoir. Si les garçons et les filles ont reconnu que les acteur·trice·s de l'action humanitaire les aidaient, la plupart d'entre eux ne savaient pas qu'ils avaient le droit de se faire entendre et avaient le sentiment que leur avis n'était pas pris en compte. Une telle perception négative des acteur·trice·s humanitaires pourrait donner lieu à une perte de confiance et à de la rancœur à leur égard.

En premier lieu, les acteur·trice·s de l'action humanitaire sont invité·e·s à prendre en considération [les recommandations](#) de cette étude afin de mieux répondre aux besoins immédiats et aux attentes à long terme des jeunes. Une réponse plus adaptée aura non seulement pour effet d'améliorer la qualité de l'aide, mais elle garantira également le droit des jeunes à participer à la programmation d'une aide qui a une incidence directe sur leur vie. Si les acteur·trice·s de l'action humanitaire arrivent à renforcer le sentiment de sécurité des jeunes, leur sens de la justice et de l'équité, et qu'ils leur apportent leur concours pour leur permettre de se saisir des opportunités en matière d'éducation et de subsistance, ils les aideront dans le même temps à se sentir agents de leur devenir et à apporter une contribution positive à la transformation et à l'amélioration du contexte difficile dans lequel ils grandissent.

En second lieu, le Sous-Cluster Protection de l'Enfance mettra au point un plan d'action fondé sur les constatations retirées de l'étude. Toutefois, ces recommandations sont intersectorielles et ont été formulées à l'attention de l'ensemble des acteur·trice·s de l'action humanitaire (organisations nationales et internationales, agences des Nations Unies, société civile et gouvernement), pas uniquement à l'attention des membres du Sous-Cluster pou Protection de l'Enfance. Par conséquent, les résultats de l'étude seront présentés au Groupe de coordination inter-clusters (Inter-Cluster Coordination Group) au Burkina Faso afin que tous les clusters et les entités de coordination prennent des mesures concrètes pour répondre aux besoins et aux attentes des jeunes.

Ground Truth Solutions et Terre des hommes Lausanne entendent adapter la méthodologie qu'elles ont mise en œuvre pour recueillir les perceptions des jeunes à un processus que les acteur·trice·s de l'action humanitaire pourraient intégrer dans leurs interventions en tant que moyen leur permettant d'interagir avec les jeunes, de recueillir leurs commentaires et suggestions, d'en prendre acte et de prendre les mesures qui s'imposent.

L'axe de recherche précis de ce projet à venir n'a pas encore été déterminé, mais il reposera en tout état de cause sur les priorités des jeunes telles qu'exposées dans le présent rapport. Au vu des commentaires et suggestions recueillis, et des limites de la présente étude, il pourrait être envisagé de se pencher plus longuement sur les questions suivantes :

1. Pour les jeunes en situation de handicap, il semblerait qu'il soit également important de pouvoir gagner leur vie et d'avoir des loisirs et des moments où retrouver leurs ami·e·s. Un travail de recherche complémentaire pourrait servir à étudier de plus près ces aspirations et à réfléchir au soutien à apporter à ces

jeunes pour qu'ils puissent gagner leur vie, avoir des loisirs et se retrouver entre eux·elles dans le contexte de crise actuel.

2. Les filles ont rarement fait part de leur souhait d'avoir des loisirs ou du temps pour s'amuser et se retrouver entre jeunes, et ont même ri, à l'occasion, lorsque la question des loisirs et des moments de détente entre amies a été évoquée, si loin de responsabilités ménagères qui occupent leur quotidien. Un travail de recherche supplémentaire permettrait de réfléchir à la manière dont les acteur·trice·s humanitaires pourraient aider les filles à trouver le temps de s'amuser et de se retrouver entre jeunes, malgré un contexte de crise qui tend à accroître les pressions exercées sur elles en ce qui concerne leur participation aux tâches ménagères.
3. Certain·e·s jeunes ont parlé de soutien psychosocial, mais il n'est pas clairement ressorti, dans le cadre de la présente étude, de quelle manière ils détectaient et géraient leurs traumatismes personnels et ceux de leur communauté. Un travail de recherche complémentaire permettrait d'étudier de plus près la manière dont les jeunes perçoivent les traumatismes, sur les différentes façons dont ceux-ci les affectent, et sur les solutions à mettre en œuvre pour aider ces jeunes (par leur communauté, les acteur·trice·s de l'action humanitaire ou d'autres) et améliorer leur bien-être mental.
4. Bien que les jeunes aient évoqué les diverses formes de violence dont ils·elles avaient été victimes, il est fort probable que les filles ne signalent pas toutes les fois où elles sont la cible de violence basée sur le genre. Un travail de recherche complémentaire pourrait servir à étudier plus précisément les perceptions de la violence et des nombreuses formes qu'elle prend, et à réfléchir à la manière dont les jeunes souhaiteraient être aidé·e·s lorsqu'ils·elles en sont victimes. N.B. : ce travail de recherche ne devrait être entrepris qu'à la condition que des mesures de protection de l'enfance robustes soient en place.
5. Certains commentaires sur les lieux de travail ont révélé que les jeunes travaillaient dans des conditions dangereuses et/ou difficiles. Un travail de recherche complémentaire permettrait de se pencher sur ces conditions, sur leur incidence, et de recueillir l'avis des jeunes sur la manière dont ils·elles imaginent que les acteur·trice·s de l'action humanitaire pourraient améliorer ces conditions.
6. Certain·e·s jeunes ont évoqué les groupes armés et la police, sans parler toutefois d'un lien entre leur communauté et le contexte de violence actuel. Un travail de recherche complémentaire pourrait étudier la façon dont les jeunes perçoivent la situation sécuritaire, son lien avec leur communauté et leur famille, la manière dont elle les affecte, ainsi que leurs recommandations à l'attention des acteur·trice·s de l'action humanitaire sur la manière dont ceux·celles-ci pourraient contribuer à assurer un avenir plus sûr et plus stable.

Méthodologie

Conception

La méthodologie de cette étude a été mise au point conjointement par Ground Truth Solutions et Terre des hommes Lausanne, sur la base d'une approche qualitative adaptée aux jeunes. Elle repose sur la volonté de veiller à ne pas imposer aux jeunes d'hypothèses de recherche préconçues. L'équipe s'est engagée à comprendre en un premier temps ce que les jeunes estimaient être le plus important dans leur vie quotidienne, et quels étaient les aspects qu'ils/elles souhaitaient voir améliorer par les humanitaires. Par conséquent, il s'agit ici de la phase exploratoire de ce projet de recherche.

Un guide du groupe de discussion semi-structuré, rassemblant diverses techniques d'animation, a été élaboré selon les étapes suivantes :

1. Conception par Ground Truth Solutions et Terre des hommes Lausanne, en collaboration avec des spécialistes de la protection de l'enfance ;
2. Réalisation de tests avec un groupe de jeunes participant à des projets mis en œuvre par Terre des hommes Lausanne ;
3. Révision par un spécialiste de la communication inclusive d'Humanité et Inclusion et adaptation des activités d'animation ;
4. Ajustements sur la base des commentaires reçus au cours de la formation des animateur·trice·s.

Les techniques d'animation reposaient sur des activités impliquant jeu et mouvement, ainsi que sur une activité de représentation graphique (exercice de cartographie socio-environnementale).

Les animateur·trice·s ont encouragé les échanges autour des activités, s'appuyant sur une trame semi-directive de questions ouvertes mais sans pour autant axer la conversation au départ sur l'aide humanitaire. Cette approche a permis aux jeunes d'aborder les aspects de leur vie au quotidien, passés comme présents, qu'ils estiment être les plus importants et d'expliquer pourquoi ils étaient si importants. Elle visait en outre à comprendre dans quelle mesure les interventions et les acteur·trice·s humanitaires jouent un rôle clé dans leur vie de tous les jours en prenant en compte si ces sujets étaient évoqué·e·s spontanément par eux·elles, sans être induits par une question orientée. Ensuite seulement, les animateur·trice·s ont progressivement introduit une discussion sur l'aide humanitaire et des sujets relevant de la redevabilité de l'assistance humanitaire. Cette approche avait été conçue dans l'intention de construire la confiance au sein de chaque groupe de discussion, de réduire les biais de désirabilité sociale, et de garantir que la discussion se concentrerait sur les questions particulièrement importantes pour les jeunes.

Les discussions étaient articulées en six étapes :

1. Introduction et activité ludique destinée à « briser la glace », pour faire connaissance et s'assurer que les objectifs et les règles de base avaient été bien compris ;
2. Activité de cartographie socio-environnementale, dans laquelle les jeunes de chaque groupe étaient invité·e·s à recenser les éléments les plus importants de leur vie au quotidien (personnes, lieux, éléments, événements) en les dessinant ou en écrivant le nom sur un morceau de papier avant de positionner celui-ci sur la carte créée par le groupe ;

3. Échanges sur les raisons pour lesquelles ces éléments étaient importants ;
4. Discussion sur l'aide humanitaire, à partir de ce que les jeunes avaient évoqué au cours de l'étape précédente, sur ce qu'ils-elles aimaient dans les programmes d'aide, ce qu'ils-elles n'aimaient pas, et ce qu'ils-elles souhaiteraient voir changer ;
5. Discussion sur les différentes manières dont les jeunes pourraient ou souhaiteraient communiquer avec les humanitaires ;
6. Exercice final permettant aux jeunes de formuler, de manière anonyme, des commentaires à l'attention de l'équipe en plaçant une carte dans une boîte ou en faisant part oralement de leurs commentaires à l'animateur ou l'animatrice en privé.

Échantillonnage : sélection géographique et composition des groupes

Les sites sélectionnés aux fins de la présente étude l'ont été en fonction des régions où les organisations partenaires mettent en œuvre des programmes. Ce point était essentiel pour la mise en place de cette phase exploratoire de l'étude, consacrée aux perceptions qu'ont les jeunes de l'aide humanitaire au Burkina Faso, car les organisations devaient avoir établi une relation de confiance avec la communauté et être en mesure de communiquer sur les objectifs avec les parents et les jeunes d'une manière claire et transparente afin de réduire les risques au minimum et de garantir la redevabilité de ces groupes de discussion.

Chaque organisation partenaire a réalisé cette phase de l'étude dans une ou deux communes, et organisé entre trois à huit discussions de groupe dans chacune. Au total, l'étude a pu être mise en œuvre dans les six régions principalement visées par l'aide humanitaire au Burkina Faso, dans des communes urbaines et des communes rurales, ainsi que des communes éloignées, difficiles d'accès.

Les groupes de discussion étaient composés de quatre à huit jeunes de même sexe. Tous les groupes étaient censés être composés d'adolescent·e·s de la même tranche d'âge (10-13 ans et 14-17 ans), pour tenir compte des différents niveaux de maturité (voir [Limites](#)). Tous les groupes comprenaient un mélange de jeunes déplacé·e·s et de jeunes non déplacé·e·s pour garantir l'inclusion et une représentation équilibrée de ces deux statuts.

Les partenaires ont été vivement encouragés à associer les jeunes en situation de handicap (malvoyants/non-voyants, malentendants/sourds, ayant des difficultés d'apprentissage ou intellectuelle) à l'activité. L'activité a été adaptée de sorte que des jeunes ayant des capacités différentes puissent prendre part au même groupe de discussion, conformément aux meilleures pratiques en matière d'inclusion. L'ensemble des animateur·trice·s ont suivi une formation, assurée par un spécialiste d'Humanité et Inclusion sous la forme d'un atelier de trois jours (voir [Formation des animateur·trice·s](#)), sur la manière d'adapter les activités aux capacités de chaque jeune.

Enfin, les groupes comptaient des jeunes qui avaient reçu une aide humanitaire et des jeunes qui n'en avaient jamais reçu. Il avait été demandé à chaque jeune d'indiquer s'il-elle avait reçu une aide humanitaire, ou pas, et si son foyer en avait reçu, ou pas, avant que la même question soit posée à leur garant, à savoir si les jeunes avaient reçu une aide et si leur ménage en avait également reçu, ou pas. Dans certains cas, les réponses des jeunes différaient de celles de leur garant : il est donc difficile de savoir quels sont les jeunes et quels sont les foyers qui ont effectivement reçu une aide humanitaire.

Formation des animateur·trice·s

L'ensemble des animateur·trice·s ont pris part à une formation de trois jours portant sur : l'objet de l'étude ; la méthodologie du groupe de discussion ; les techniques de communication et d'animation pour encourager les jeunes à participer ; la sélection des participant·e·s et la composition des groupes ; les considérations éthiques dans les travaux de recherche concernant les jeunes ; l'application du principe « Ne Pas Nuire » à cette étude ; les mécanismes d'orientation à utiliser en cas d'incident relevant de la protection de l'enfance ; l'inclusion des jeunes en situation de handicap et les attentes en matière de qualité des données.

En ce qui concerne les animateur·trice·s plus précisément, ils·elles s'agissait de membres du personnel de nos organisations partenaires, qui possèdent, tous et toutes, une expérience dans le domaine de la protection de l'enfance et/ou sont des travailleurs·ses sociaux·ales.

Protection et principe « Ne Pas Nuire »

Pour cette activité, il était indispensable que s'établisse une relation de confiance entre la communauté et l'équipe d'animation, en veillant à ce que le lieu où se tiendrait le groupe de discussion soit accessible, sûr et confortable, et à ce que les jeunes se sentent respecté·e·s et valorisé·e·s. Pour garantir la réalisation de cet objectif, des mesures ont été prises avant, pendant et après les discussions de groupe.

La mise en œuvre de cette activité a été précédée d'une phase de conception relativement longue (plus de quatre mois), ce qui avait permis à l'équipe de sélectionner des organisations partenaires possédant un acquis solide dans le domaine de la protection de l'enfance, de mettre au point une méthodologie adaptée aux jeunes, de trouver un lieu accessible, sûr et confortable pour l'activité, et de communiquer des informations sur l'activité à la communauté bien avant la première discussion du groupe de discussion.

L'ensemble des animateur·trice·s ont pris part à une formation de trois jours au cours de laquelle ils ont recensé les risques éventuels que pourraient courir les jeunes participant·e·s et les moyens permettant de réduire ces risques au minimum. Ils ont également parlé du droit des jeunes à participer et des compétences qu'on attendait d'eux·elles pour encourager la participation aux discussions.

Toutes les organisations partenaires qui ont assuré les discussions de groupe disposaient de mécanismes d'orientation internes et se sont assurées que les animateur·trice·s sachent parfaitement comment fonctionnent ces mécanismes pour le cas où un·e jeune évoquerait un incident de protection au cours des conversations.

Toutes les équipes ont veillé à recueillir le consentement éclairé des jeunes et des personnes en ayant la charge, après avoir présenté l'activité en détail (durée et objectif) et répondu aux attentes quant aux résultats. Les animateur·trice·s de Terre des hommes Lausanne ont recueilli le consentement des jeunes et de personnes en ayant la charge, de sorte qu'ils puissent prendre des photos pendant l'activité : c'est la raison pour laquelle les photos utilisées dans le présent rapport sont celles de l'activité organisée par Terre des hommes Lausanne.

Au cours de l'activité, les animateur·trice·s ont animé les échanges conformément aux principes suivants : respecter les jeunes (ne pas juger, critiquer, interrompre, se fâcher, dominer) ; écouter, donner le temps aux jeunes de développer leur pensée ; employer un langage simple et accessible et reformuler si nécessaire, sans

diriger la conversation ; prêter attention à sa communication non verbale (neutre et chaleureuse) ; s'attacher à se mettre au niveau des jeunes pour atténuer la relation de pouvoir ; être prête à réagir à des commentaires inattendus et en cas de modification de l'atmosphère (émotions, fatigue), et à redynamiser ou à soutenir les jeunes, au besoin ; clôturer la discussion sur une note positive et remercier jeunes de leur temps et pour leur participation.

Après l'activité, les animateur·trice·s étaient à la disposition des jeunes pour répondre à toutes leurs questions. Ils·elles étaient également chargé·e·s de signaler tout incident relevant de la protection de l'enfance. Les animateur·trice·s ont anonymisé, enregistré et transféré les transcriptions conformément aux exigences de Ground Truth Solutions relatives à la confidentialité et à la protection des données. L'analyse des données et la production des rapports ont été effectuées dans le respect des protocoles de Ground Truth Solutions pour garantir que les jeunes participant·e·s ne puissent être identifié·e·s.

Langue

Les groupes de discussion se sont déroulés dans des langues que tous·toutes les jeunes comprenaient et parlaient. Même dans les groupes comprenant des jeunes déplacé·e·s et des jeunes non déplacé·e·s, les animateur·trice·s ont indiqué qu'ils·elles avaient réussi à trouver une langue commune à tous et à toutes.

Qualité des données

L'un des membres de l'équipe d'animation était chargé de prendre des notes durant les discussions de groupe, pendant que l'autre menait la conversation. Plus précisément, la personne chargée de la prise de notes devait écrire mot pour mot ce que chaque jeune disait. Le nom des jeunes était anonymisé et remplacé par des initiales. Tous les échanges ont été enregistrés, de sorte que les équipes ont pu vérifier que les transcriptions étaient complètes et fidèles. À la fin des activités menées avec un groupe de discussion, les transcriptions étaient transmises à Ground Truth Solutions, qui les révisait et faisait part de ses observations, le cas échéant, afin de garantir le respect des normes en matière de qualité des données.

Analyse

L'analyse a été réalisée à l'aide du logiciel MAXQDA. Les 31 transcriptions des discussions en groupe ont été réparties entre trois chercheur·euse·s. Des codes ont été créés à partir des réponses des jeunes (pas de structure d'encodage préconçue), puis des cycles itératifs de développement et d'affinage des codes et des cycles itératifs d'encodage ont été mis en œuvre. Les chercheur·euse·s ont procédé à une vérification mutuelle de leurs codes pour garantir la standardisation des méthodes d'encodage. Le processus itératif d'analyse reposait sur une analyse de fréquence (le nombre de fois qu'un·e jeune avait mentionné un code particulier). À l'issue d'une analyse préliminaire, l'équipe de recherche a pris contact avec les équipes d'animation pour partager avec elles leur analyse et recueillir leur avis. Les coordinateur·trice·s du Sous-Cluster Protection de l'Enfance, les spécialistes de Terre des hommes Lausanne en matière de droits de l'enfant, les spécialistes d'Humanité et Inclusion et les spécialistes de Ground Truth Solutions en matière de redevabilité ont communiqué des observations et des éléments d'analyse supplémentaires. Enfin, les données de l'analyse ont été croisées avec des données secondaires.

Limites

L'échantillon visé par cette phase exploratoire de l'étude était cantonné aux régions où nos organisations partenaires sont présentes actuellement, ce qui a limité la portée géographique.

Ce projet a été mis en œuvre en mobilisant les fonds respectifs de chaque partenaire ou intégré dans des activités en cours, ce qui a donné lieu à un calendrier plus long que prévu et à un échantillon de taille légèrement plus petite que ce qui avait été envisagé initialement.

La combinaison d'un guide d'entretien semi-structuré et de différentes équipes d'animateur·trice·s signifiait que les animateur·trice·s posaient différentes questions d'approfondissement en fonction de ce que les jeunes disaient. Par conséquent, il se peut que certains groupes aient parlé de certaines choses plus que d'autres. Ce qui signifie, éventuellement, que les différences relevées entre les groupes de discussion ne sont pas des différences démographiques, mais des différences nées de la manière dont les animateur·trice·s ont animé les discussions.

Certain·es jeunes parlaient plus facilement que d'autres et/ou certain·es animateur·trice·s semblaient être plus à l'aise dans leur fonction de facilitation que d'autres, de sorte que le niveau de détail des transcriptions varie considérablement d'un groupe à l'autre. Cela signifie que l'analyse de fréquence a ses limites, étant donné qu'il est difficile de savoir si certains éléments ont été évoqués par les jeunes parce qu'ils étaient importants à leurs yeux, ou simplement parce que certains groupes en ont parlé plus que d'autres. Compte tenu de cette limite, l'analyse s'est également concentrée sur ce que les jeunes évoquaient spontanément, et sur la façon dont ils·elles l'évoquaient. De cette manière, tout élément, même s'il n'a été évoqué qu'une fois, a été considéré comme étant important.

Cette activité n'avait pas vocation à aborder des questions sensibles pour des raisons liées à la protection de l'enfance et au principe « Ne Pas Nuire ». Par conséquent, il est probable que les questions sensibles importantes pour les jeunes n'aient pas été suffisamment prises en considération ou explorées dans le cadre de la présente étude. Pour comprendre quelles questions sensibles étaient susceptibles d'être importantes pour les jeunes burkinabè, des données secondaires et les connaissances contextuelles des animateur·trice·s ont été utilisées. Ainsi, les questions sensibles qui ont été soulevées, ne serait-ce qu'une seule fois, ont été mises en évidence dans le présent rapport, sur le fondement de ces données secondaires.

Cette activité a tenté d'inclure les jeunes en situation de handicap dans les mêmes discussions que les jeunes qui n'ont pas de handicap. Toutefois, le petit nombre de participant·es en situation de handicap a rendu difficile l'analyse des tendances au sein de ce groupe démographique. En outre, la plupart des jeunes en situation de handicap souffraient d'un handicap physique, très peu d'un autre type de handicap (malvoyance/cécité, déficience auditive/surdité, difficultés d'apprentissage ou intellectuelles), rendant impossible toute analyse par type de handicap.

Trois groupes de discussion n'étaient pas composés de jeunes de la même tranche d'âge (10-13 ans et 14-17 ans) : par conséquent, il n'a pas été tenu compte des commentaires de ces trois groupes dans l'analyse par tranche d'âge. Il est difficile de savoir si les résultats par tranche d'âge présentés dans le présent rapport auraient été différents si les commentaires des jeunes participant·es de ces trois groupes de discussion avaient pu être inclus dans l'analyse. Toutefois, les commentaires de ces jeunes ont été pris en compte dans l'analyse générale et dans l'analyse par sexe.



Rejoignez-nous sur groundtruthsolutions.org